«LES TERRORISTES NE PEUVENT PAS GAGNER»

Hubert Vedrine

«les terroristes ne peuvent pas gagner»

Quel peut être l'impact et les conséquences de la mort de Ben Laden sur les mouvements de libération des peuples dans le monde arabe, sur la guerre en Libye, plus généralement sur le présent et l'avenir du monde, dix ans après le 11 septembre? C'est évidemment une incontestable victoire américaine, après une traque de 10 ans. Ce n'est pas seulement une victoire des «démocraties» comme on l'a dit de façon simpliste: rappelons qu'Al-Qaïda s'en est pris à tous les régimes arabes et a fait plus de victimes en terre d'Islam qu'en Occident (plus de 80% des victimes du terrorisme, dit-on). Cela dit, aucun expert ne pense que Ben Laden était encore le chef opérationnel du terrorisme. Si Al-Qaïda existe encore, elle a d'autres chefs. Mais est-ce même le cas? Les spécialistes pensent plutôt que ce sont maintenant de petits groupes éparpillés, «franchisés», autonomes. Ils peuvent vouloir venger leur leader, symbole et martyr, en frappant des symboles américains, pakistanais, occidentaux ou autres. Mais Al-Qaïda, si elle existe encore, elle aura besoin d'une action spectaculaire pour enrayer son inexorable désagrégation. Laquelle? Comment? En sera-t-elle capable? Cela n'est pas sur. De toute façon les terroristes peuvent faire beaucoup de mal. Ils ne peuvent pas «gagner». Par ailleurs on s'indigne rétroactivement du double jeu pakistanais. C'est pourtant simple, ils ont d'autres priorités nationales que la menace telle qu'elle est définie par les occidentaux. Cela ne change pas grand-chose aux perspectives – promesses, espérances, et risques– des révoltes arabes. La vision de Ben Laden n'était déjà plus mobilisatrice. Mais l'islamisme demeure. Dans des élections, les partis islamistes peuvent conquérir la première place. Peuvent-ils pour autant conquérir le pouvoir? J'en doute. Par ailleurs ce processus peut sans doute entraîner la renaissance d'un nouveau nationalisme arabe, plus moderne, pas «panarabe», à partir de l'Égypte. Ce processus s'étendra sur des années. Pendant ce temps, la vraie compétition multipolaire entre les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Europe peut être, et des dizaines d'émergents, intensifiée sur fond de compétition énergétique accrue et de compte à rebours écologique… Le scénario d'une victoire rapide après une guerre-éclair ne semble plus d'être d'actualité en Libye. Le but même de cette guerre a changé avec Kadhafi qui est clairement pris pour cible. Dès lors, le très fragile accord de la communauté internationale autour de la coalition ne risque t-il pas de se briser? Concrètement, fallait-il intervenir de cette manière? Il n'y a pas eu au préalable de «scénario» de victoire rapide après une guerre éclair, sauf dans certaines déclarations politiques imprudemment optimistes, ou chez certains commentateurs impatients. La seule position préalable, c'est le refus, par dix membres du Conseil de sécurité dont le Liban et l'Afrique du Sud, et aucun veto de la part d'aucun des cinq membres permanents, de laisser perpétrer par Kadhafi le massacre annoncé de Benghazi, et donc la décision, rarissime sous sa forme légale et légitime, du recours à la force au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, sous la forme d'une zone d'exclusion aérienne et de protection des civils, comme la Ligue arabe elle-même l'avait demandée. La chute de Kadhafi n'était pas le but, mais cela aurait pu en être le résultat rapide. Cela l'aurait sans doute été si ce vote avait eu lieu dix jours plus tôt, avant que le camp Kadhafi ne se ressaisisse. L'autre option, la passivité, devant le massacre de Benghazi, l'impuissance confirmée des occidentaux et des autres arabes, le renforcement de Kadhafi comme leader du camp arabe anti-démocratisation, et de sa capacité de nuisance contre les processus tunisien et égyptien était inacceptable. La France, la Grande-Bretagne, la Ligue arabe ont eu raison à mon sens de refuser ce scénario, et de s'engager. Et c'est remarquable que la Russie et la Chine n'aient pas osé mettre leur veto même si elles le regrettent maintenant!. Bien sur c'est difficile et long sur le terrain; mais Kadhafi est politiquement neutralisé; en plus la Lybie n'est pas tout le monde arabe. Il faut être patient. Mais après, le chemin pour les libyens, pour construire une démocratie après Kadhafi, sera long et semé d'embuches. Comment expliquer, justifier que la communauté internationale décide d'intervenir en Libye, que la France envoie ses avions bombarder Tripoli et qu'il ne se passe rien, ou presque, contre la Syrie alors que le bilan des morts ne cesse de s'alourdir? Ce n'est pas parce qu'on intervient quelque part légalement qu'on peut, et qu'il faut, intervenir partout. Et ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de consensus sur ce qu'il faut faire en Syrie qu'il faut regretter qu'il y ait un consensus sur la Libye. Il n'y a pas deux situations comparables et chacune doit être analysée de façon spécifique. Pour le moment, aucune des conditions exceptionnelles qui ont permis le vote de la 1973 sur la Lybie (et de la 1975 sur la Cote d'Ivoire) n'est réuni sur la Syrie, ni sur une autre crise Yémen, ou autre. En plus, en Syrie, les minorités (chrétiens, druzes) craignent encore plus un régime sunnite extrémiste que la répression alaouite. Les voisins (Turquie, Israël) craignent, comme les États-Unis, la déstabilisation de la Syrie (comme celle, éventuelle, de l'Arabie et des divers Émirats). Cela ne justifie rien mais explique la complexité de la situation, et la différence entre les pays. Cela dit, aucun scénario n'est exclu…

Source:Https://Www.hubertvedrine.net
Homepage > Publications > «les terroristes ne peuvent pas gagner»

08/05/2011